

MESSAGE DU MINISTRE DU COMMERCE INTERNATIONAL



Quelle bonne année pour être ministre canadien du Commerce international! Je dis cela parce que, pendant l'année écoulée, les entreprises canadiennes — grandes et petites — ont exporté ensemble pour plus de 367 milliards de dollars de produits et services. Il s'agit d'un autre record pour les Canadiens à ce chapitre — le septième de suite. Et nous voulons ajouter à ces succès dans les années à venir.

Pour cela, nous allons devoir maintenir notre appui aux gens d'affaires canadiens qui découvrent de nouveaux marchés et continuer de répondre à leurs besoins. Leurs réussites sur les marchés étrangers nous ouvrent encore plus d'horizons pour assurer notre prospérité économique dans l'avenir. Leurs observations sur les obstacles auxquels ils se heurtent et leurs idées quant à la façon de les surmonter nous sont absolument indispensables. Leur sens des affaires contribue directement aux efforts déployés par le gouvernement pour développer les marchés internationaux et faire en sorte qu'ils demeurent ouverts aux exportateurs canadiens.

Un thème revient constamment dans nos discussions avec les Canadiens, celui de l'accès au marché. Les Canadiens peuvent damer le pion aux meilleurs sur la scène mondiale s'ils jouissent des mêmes conditions d'accès aux marchés. Dans le document *Ouverture sur le monde : Priorités du Canada en matière d'accès aux marchés internationaux — 1999*, nous recensons les domaines où il reste encore du travail à accomplir pour que les exportateurs et les investisseurs canadiens jouissent des mêmes conditions d'accès que leurs concurrents, et nous expliquons ce que le gouvernement entend faire à cet égard en 1999. De façon générale, nous continuerons de recourir à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) pour trouver des moyens nouveaux et plus prévisibles d'accéder aux marchés aussi bien des pays qui sont déjà membres de cette organisation, que de ceux qui sont en voie de le devenir, par exemple la Russie, l'Ukraine, la Chine, le Taïpei chinois et l'Arabie saoudite. Nous passerons aussi par des mécanismes régionaux, comme la Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA) et l'APEC (Coopération économique Asie-Pacifique). Nous